

Israël en mutation?

26 janvier 2013 | Claude Lévesque | Actualités internationales



Photo : Oded Balilty - Associated Press

Le premier ministre sortant, Benjamin Nétanyahou, a remporté une victoire aux allures de défaite. Le parti qu'il dirige, le Likoud, obtient quatre sièges de plus qu'à la dissolution, mais c'est uniquement parce qu'il a fusionné récemment avec son principal allié, Yisrael Beiteinou.

On ne peut pas vraiment parler de séisme mais, de toute évidence, le paysage politique israélien a changé et même changé bien au-delà de ce que les sondages laissaient présager.

Une des grandes nouvelles, c'est que Yesh Atid, le parti centriste fondé il y a moins d'un an par l'animateur de télévision Yair Lapid, a fait élire 19 députés aux élections de mardi, ce qui le place au deuxième rang derrière le Likoud. M. Lapid, qui a réussi à mettre à profit les doléances de la classe moyenne, dont le niveau de vie se détériore, devient ainsi un acteur incontournable. Il a fait mentir les sondages qui ne lui donnaient que 12 sièges et lui réservaient le quatrième rang.

Globalement, ce sont surtout les formations centristes qui ont progressé, si bien que la Knesset, le Parlement israélien, comptera désormais autant de députés du centre ou de la gauche qu'il en comptera de la droite ou de l'extrême droite. Autrement dit, le long glissement vers la droite, qu'elle soit religieuse, nationaliste ou autre, semble avoir été stoppé, même si un parti ultranationaliste de création assez récente a réussi à faire élire une douzaine de députés.

Le casse-tête

L'autre constatation évidente, c'est que l'exercice consistant à forger une coalition constituera un véritable casse-tête.

Le premier ministre sortant, Benjamin Nétanyahou, a remporté une victoire aux allures de défaite. Le parti qu'il dirige, le Likoud, obtient quatre sièges de plus qu'à la dissolution, mais c'est uniquement parce qu'il a fusionné récemment avec son principal allié, Yisrael Beiteinou, la formation dirigée par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, empêtré dans des procès. En réalité, le tandem Likoud-Beiteinou a obtenu 11 sièges de moins qu'en 2009 (31 au lieu de 42), date des dernières élections générales en Israël.

Ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, ce « Likoud + » a entamé des discussions en vue de former un gouvernement de coalition, ce qui est pratiquement obligatoire en Israël, où le système électoral est basé sur le principe de la représentation proportionnelle intégrale. Il pourra difficilement gouverner en se contentant d'adopter la ligne dure avec les Arabes et le reste du monde, comme il l'a fait jusqu'ici.

Isolement

« Les résultats indiquent que le public s'oppose à la radicalisation du Likoud vers l'extrême droite. [...] L'isolement dans lequel Nétanyahou et Lieberman ont mené Israël inquiète les électeurs, qui veulent de bonnes relations avec les États-Unis du président Barack Obama, plutôt que de nouveaux appartements dans les colonies et des menaces de guerre contre l'Iran », notaient cette semaine les éditorialistes du quotidien Haaretz.

Yair Lapid, 49 ans, a une tête qui rappelle celle de George Clooney. Journaliste et présentateur-vedette à la télévision, il s'est lancé dans l'arène politique l'année dernière, fondant ce nouveau parti centriste dont le nom signifie « Il y a un avenir ». Rappelons le contexte : pendant l'été 2011, les rues de Tel-Aviv ont été la scène de manifestations de la part d'« indignés » dont les revendications n'étaient pas bien différentes de celles des Madrilènes, des Athéniens et des New-Yorkais. Ou des habitants des capitales et des métropoles arabes, d'ailleurs.

Les colonies

Il n'est pas étonnant, dans les circonstances, que son message ait porté sur le coût du logement et d'autres sources de maux de tête pour la classe moyenne et les moins bien nantis. Lapid a par ailleurs proposé d'abolir l'exemption de service militaire accordée aux jeunes juifs religieux qui poursuivent leurs études dans les yeshivas, ce qui rend pour le moins problématique une éventuelle cohabitation de Yesh Atid avec les petits partis religieux dans la prochaine coalition.

Yair Lapid se dit favorable à un arrêt des constructions dans les territoires palestiniens occupés et à une reprise des négociations avec Mahmoud Abbas. Mais la question palestinienne n'a pas constitué un thème majeur de la campagne électorale.

« Même si la majorité des Israéliens placent la sécurité en tête de leurs préoccupations, il y a un élément de la population qui réalise que, surtout dans la situation économique actuelle, la sécurité devra être assurée par un traité avec les Palestiniens qui accorderait à ces derniers un État, note le journaliste du quotidien britannique The Independent, Robert Fisk, dans un entretien téléphonique avec le Devoir. Malheureusement, avec toutes les colonies, il ne reste plus assez de territoire en

Cisjordanie pour créer un État palestinien. »

« Les gens ordinaires aiment bien Nétanyahou ; la plupart des Israéliens sont à la droite du centre. Certes, il y a eu un certain recul du vote de droite, mais je ne vois pas plus de volonté de faire la paix après cette élection qu'avant, poursuit ce grand connaisseur de la région, invité par l'organisme Canadiens pour la paix et la justice au Moyen-Orient à prononcer une série de conférences au Canada. Si vous lisez les discours des principaux candidats, vous voyez que c'est comme si les Palestiniens n'existaient pas. »

Espoirs trahis

Il faut dire que le fameux mur de séparation a rendu les Palestiniens invisibles aux yeux des Israéliens. Les élections chez ces derniers n'ont pas été suivies avec beaucoup d'intérêt en Cisjordanie. Il y a eu beaucoup de faux départs, beaucoup d'espairs trahis depuis les accords d'Oslo et le début du « processus de paix ». Malgré tout, Mahmoud Abbas a annoncé sa volonté de rencontrer Yair Lapid à Ramallah, si possible avant même la formation du gouvernement de coalition. La Maison-Blanche a quant à elle réitéré son appel à une relance des négociations israélo-palestiniennes.

Benjamin Nétanyahou a probablement sous-estimé le rejet de ses politiques socioéconomiques. À la dernière minute, dimanche, il a promis que son gouvernement s'attaquerait au problème du logement. Il n'a apparemment pas convaincu grand monde avec cette promesse tardive. Les questions de pain et de beurre devraient être au coeur de l'action du prochain gouvernement, qui comprendra très probablement des ministres issus du parti centriste de Yair Lapid et d'autres issus du parti ultranationaliste La Maison juive. Un consensus sur ces questions sera un peu moins difficile à atteindre que sur le problème palestinien. Contrairement à M. Nétanyahou, qui se dit mollement en faveur de la « solution de deux États », le chef de La Maison juive, Naftali Bennett, jure que les Palestiniens n'obtiendront jamais leur État s'il n'en tient qu'à lui. Il propose même d'annexer la Cisjordanie. M. Lapid, lui, a fait savoir qu'il quitterait une coalition qui ne s'engagerait pas sérieusement dans des pourparlers avec les Palestiniens.